

## Communiqué

### Pas de nouveau cadeau aux banquiers, **il faut socialiser le système bancaire !**

Le gouvernement s'apprêterait à injecter de nouveau de l'argent public dans les banques à la hauteur de 10,5 milliards d'euros. Il avait déjà prêté la même somme à un certain nombre de banques à la fin de l'année dernière. L'objectif affiché était, en renforçant les fonds propres des banques, de leur permettre d'augmenter les crédits distribués et ainsi de limiter la baisse de l'activité économique. Or loin de repartir à la hausse, les encours de crédit ont reculé. Les banques, loin de se remettre à distribuer du crédit, ont utilisé cet argent pour verser de juteux dividendes à leurs actionnaires et accumuler des moyens financiers pour se préparer à de nouvelles acquisitions, quand ce n'est pas pour opérer des opérations de pure spéculation sur les marchés.

Le cynisme des banquiers, qui sont parmi les principaux responsables de la crise financière, n'a pas de borne. La crise n'a d'ailleurs pas empêché que les banques fassent en 2008 de confortables bénéfices : ainsi BNP Paribas plus de 4 milliards d'euros, Crédit Agricole 1,8 milliard et la Société Générale, malgré l'affaire Kerviel, 2,6 milliards.

Le comportement des banques a été encouragé par la nature du plan français. En effet, le gouvernement a refusé que l'Etat entre dans le capital des banques. Il s'est ainsi privé d'un moyen de pression sur elles. Ce comportement n'est cependant pas propre aux banques françaises. Toutes les banques ont eu la même attitude.

La preuve est une nouvelle fois faite que l'on ne peut laisser aux mains du secteur privé la création monétaire qui ne doit plus être livrée à la logique du profit et à la rapacité des actionnaires. La stabilité financière, le financement de l'activité productive par le crédit sont des biens publics. Ils doivent être au service de la société. Il faut arrêter de socialiser les pertes, c'est le système bancaire qu'il faut socialiser et ce non seulement au niveau national, mais aussi au niveau européen. Cette socialisation doit permettre que le système bancaire fonctionne dans l'intérêt général sous le contrôle des pouvoirs publics mais aussi des salariés des banques et de tous les utilisateurs (collectivités locales, usagers, entreprises...).

Le nouveau cadeau de 10,5 milliards aux banques prend un éclairage particulier au vu de refus du gouvernement de prendre la moindre mesure sociale afin de protéger de la crise les salariés, les chômeurs et les retraités. Le 29 janvier, à l'appel de toutes les organisations syndicales, aura lieu une grande journée de grève et de manifestations. Elle sera l'occasion d'exprimer le refus de la politique du gouvernement et l'exigence d'une autre logique économique et sociale au service de la population.

Le 8 janvier 2009